



### Une semaine sur les marchés<sup>1</sup>

Le budget français ne convainc pas

- Les taux des obligations souveraines américaines continuent sur leur tendance haussière pour la 4ème semaine consécutive. Le taux de référence à 10 ans a pris sur la semaine une dizaine de points de base à 4,10% et retrouve des niveaux plus vus depuis fin juillet. La hausse de la semaine s'est essentiellement faite via la hausse des anticipations d'inflation embarquées dans les taux.
- Sans catalyseur majeur, les taux européens ont également augmenté sur la semaine mais dans une ampleur bien moindre. Le taux de l'emprunt d'Etat allemand à 10 ans, le Bund, a terminé au-delà des 2,25%, au plus haut depuis septembre.
- Les marchés actions affichent une belle performance sur la semaine aux Etats-Unis et grimpent légèrement en Europe.



### Les nouvelles macroéconomiques de la semaine

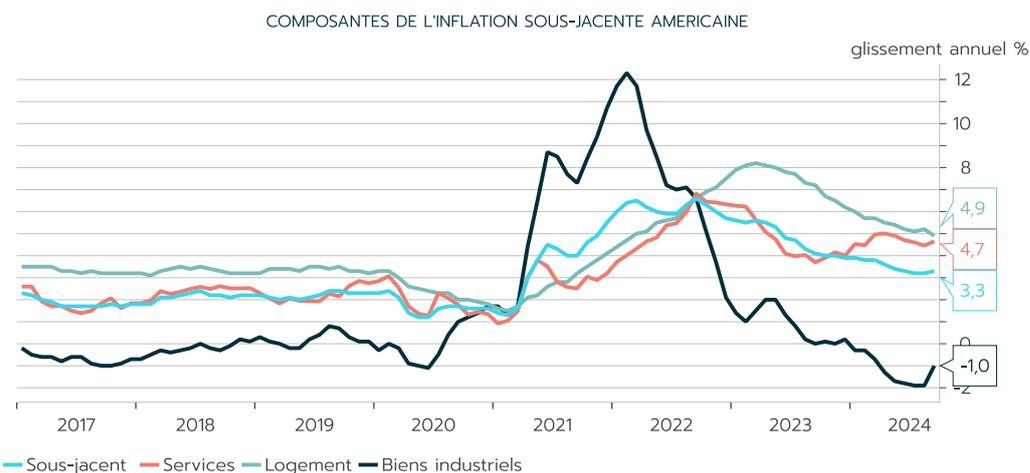
- Aux Etats-Unis, trois éléments ont retenu l'attention. Premièrement, les minutes de la dernière réunion de la Réserve fédérale ont montré que le choix d'initier le cycle de baisse de taux de 50 points de base (contre 25 points de base attendus par la plupart des économistes) avait fait l'objet d'un débat plus vif au sein du Comité que ne le laissaient penser les votes sur la décision finale (seul un vote contre).
- Deuxièmement, l'inflation américaine de septembre est supérieure aux attentes pour la première fois depuis 5 mois, à 2,4% sur l'inflation totale (après 2,5% en août) et 3,3% sur l'inflation sous-jacente (après 3,2%). Cette mauvaise surprise est liée à l'inflation des services de transports (prix de réparation des voitures et tarifs aériens). Ces composantes très volatiles ne reflètent pas entièrement une inflation de la demande. De plus, l'inflation immobilière est à nouveau bien orientée ce mois-ci. Enfin, les composantes des prix à la production qui nourrissent directement le déflateur de la consommation des ménages (pour mémoire les assurances automobiles, les tarifs aériens, les services de santé, et les commissions des gestions de portefeuille) sont dans l'ensemble mieux orientés que leur équivalent dans l'indice des prix à la consommation. Il ne devrait donc pas y avoir en fin de mois de dérapage inquiétant du déflateur de la consommation des ménages que cible la Réserve fédérale.
- Troisièmement, les nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage ont nettement augmenté cette semaine (de 225 000 à 268 000). Toutefois ces hausses sont liées essentiellement aux conséquences de l'ouragan Helen et aux grèves chez Boeing. Dans les prochaines semaines, les statistiques du marché du travail devraient également refléter l'impact de l'ouragan Milton. Ce sont toutefois avant tout des événements temporaires qui devraient conduire à un rattrapage ensuite et donc ne pas laisser de traces permanentes sur l'activité et l'emploi.
- Au total, les données de la semaine offrent une confirmation que la Réserve fédérale devrait agir graduellement car elle n'est clairement pas en retard dans l'assouplissement de sa politique monétaire.
- Du côté de la zone euro, l'événement principal était la présentation du budget de la France, qui prévoit d'après le gouvernement 60 Md€ d'effort budgétaire pour passer de 6,1% de déficit en 2024 à 5% en 2025, et la volonté de retourner sous les 3% en 2029.

<sup>1</sup> Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

- Deux événements montrent que ce budget ne convainc pas. D'abord, l'agence de notation Fitch a passé la notation souveraine AA- de la France de perspective stable à perspective négative, ce qui rend plus probable un basculement de la notation vers la catégorie simple A courant 2025 (sauf changement majeur), un risque en partie déjà intégré dans l'écart de taux souverains entre la France et l'Allemagne qui traite quasiment au même niveau que l'écart de taux souverains entre l'Espagne et l'Allemagne. Ensuite, le Haut Conseil des Finances Publiques, qui évalue indépendamment la crédibilité (c'est-à-dire la cohérence entre les moyens et les fins) du projet de budget du gouvernement avant qu'il soit débattu au Parlement, a rendu un avis sévère : « la prévision de déficit public pour 2025 reste fragile du fait de l'optimisme du scénario macroéconomique sur lequel elle repose et de l'ampleur des mesures à mettre en œuvre » ; « L'information disponible sur les finances publiques ne permet pas au Haut Conseil d'apprécier le réalisme de la trajectoire présentée au-delà de 2025 ».



### Le graphique de la semaine



	11/10/2024	04/10/2024	Variation hebdo.	Variation / fin 2023
<b>Actions</b>			%	%
CAC 40	7578	7541	0,5%	0,5%
S&P 500	5815	5751	1,1%	21,9%
<b>Taux</b>	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,08	3,98	10	21
10 ans Allemagne	2,27	2,21	6	27
10 ans France	2,97	2,90	7	51
10 ans Italie	3,44	3,39	5	-9
<b>Ecart de rendement</b>	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	117	118	-1	-36
<b>Volatilité actions US</b>			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2023
VIX	19	18	1	-3

Source Refinitiv Datastream - Indices actions hors dividendes en devise locale

# Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 4 au 11 octobre 2024



## Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP 92012 – n° TVA intracommunautaire FR 51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 22, rue Vernier 75017 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 384 940 342.

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie.

Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées.

Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA24/0287/14102025